

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2009

9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE



9-1	Le contexte européen	118
9-2	Le contexte régional : caractéristiques physiques, démographiques et économiques	122
9-3	Le contexte départemental : caractéristiques physiques, démographiques et sociales	126

9-1a Le contexte européen

DÉFINITION

► Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en terme d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-27) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU27 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles. Les données exprimées sont en relation avec EU27 = 100. Par conséquent, elles ne sont pas comparables avec les versions basées sur EU25 = 100.

► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2006 fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général est une classification à trois niveaux

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province in Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 120 000 communes ou unités équivalentes dans les 27 États Membres de l'UE (situation 2007).

PRÉSENTATION

Le PIB par habitant est supérieur en France de 9,2 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. C'est le 11^e rang en Europe, un peu devant l'Espagne et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement éloignés de la moyenne des 27.

Parmi les 41 régions européennes (sur 271) où le PIB par habitant dépasse la moyenne européenne de plus de 25 %, on trouve une seule région française.

Les PIB des trois premières régions françaises (Île-de-France, Rhône-Alpes et PACA) les placent respectivement au 2^e, 11^e et 19^e rang des régions européennes. Avec un PIB par habitant supérieur de 70 % à la moyenne européenne l'Île-de-France (11,5 millions d'habitants) est, là encore, au deuxième rang après le Grand Londres (7,5 millions) dont le PIB par habitant est près du double de la moyenne.

Alors que la population de la France représente 12,8 % de la population de l'Europe à 27, elle compte 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune. Autrement dit, la taille moyenne des communes françaises est de 1 750 habitants contre 5 130 habitants dans le reste de l'Europe.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>
thème « Statistiques générales et régionales ».

Des précisions sur la méthodologie utilisée figurent dans la publication « Méthodologie des comptes régionaux : valeur ajoutée brute et formation brute de capital fixe par branche d'activité », Eurostat, 1995, ISBN 92-827-0160-3.

Les données de PIB régionaux de l'année n sont diffusées en février n + 3.

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir :
<http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nuts>

Données économiques, territoriales et démographiques

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-27 = 100)		Découpages territoriaux			Population totale (au 1 ^{er} janvier)	
	2007	2008	NUTS 2 régions	NUTS 3 départements	LAU 2 communes	2008	2009 ^(s)
Roumanie	42,2 ^(f)	43,6 ^(f)	8	42	3 174	21 528 627	21 496 664
Luxembourg	266,5	272,4 ^(f)	1	1	116	483 799	491 702
Irlande	150,4	139,7 ^(f)	2	8	3 441	4 401 335	4 517 758
Pays-Bas	131	130,7 ^(f)	12	40	443	16 405 399	16 481 139
Autriche	124	125,0 ^(f)	9	35	2 357	8 331 930	8 356 707
Suède	122,2	122,5 ^(f)	8	21	290	9 182 927	9 259 044
Danemark	120,1	118,5 ^(f)	5	11	2 148	5 475 791	5 519 259
Royaume-Uni	119,2	114,1 ^(f)	37	133	10 664	61 185 981 ^(p)	61 612 255
Belgique	118,2	116,2 ^(f)	11	44	589	10 666 866	10 741 048
Finlande	115,9	115,1 ^(f)	5	20	416	5 300 484	5 325 115
Allemagne	114,8	110,3 ^(f)	39	429	12 379	82 217 837	82 062 249
France	109,2	107,9 ^(f)	26	100	36 683	63 753 140	64 105 125
Espagne	105,5	103,3 ^(f)	19	59	8 111	45 283 259	45 853 045
Italie	101,5	97,7 ^(f)	21	107	8 101	59 619 290	60 090 430
Grèce	94,9	96,7 ^(f)	13	51	6 130	11 213 785	11 262 539
Chypre	90,7	92,2 ^(f)	1	1	613	789 258	801 622
Slovénie	89,3	91,3 ^(f)	2	12	210	2 025 866	2 053 393
République tchèque	80,2	81,8 ^(f)	8	14	6 249	10 381 130	10 474 607
Malte	77,8	76,5 ^(f)	1	2	68	410 290	412 614
Portugal	76,2	72,5 ^(f)	7	30	4 260	10 617 575	10 631 800
Estonie	68	67,6 ^(f)	1	5	227	1 340 935	1 340 341
Slovaquie	67	70,8 ^(f)	4	8	2 928	5 400 998	5 411 062
Hongrie	62,6	62,5 ^(f)	7	20	3 152	10 045 401	10 029 873
Lituanie	59,5	61,6 ^(f)	1	6	527	3 366 357	3 350 385
Lettonie	54,7	55,8 ^(f)	1	10	518	2 270 894	2 261 132
Pologne	53,4	55,4 ^(f)	16	66	2 478	38 115 641	38 130 302
Bulgarie	37,3	39,4 ^(f)	6	28	5 329	7 640 238	7 602 116
Union européenne (à 27)	100	100,0^(f)	271	1 303	121 601	497 455 033	499 673 325

(f) prévision (s) estimation Eurostat (p) valeur provisoire

Source : Eurostat

Les 20 premières régions européennes (2006)

		PIB en millions SPA	PIB par habitant en SPA	PIB par habitant EU-27=100
Rhénanie-Nord-Westphalie	(All)	490 816	27 200	115,1
Île-de France	(Fr)	462 433	40 100	169,7
Bavière	(All)	402 438	32 200	136,4
Grand Londres	(GB)	352 747	47 000	198,8
Bade-Wurtemberg	(All)	327 564	30 500	129,1
Lombardie	(It)	303 592	31 900	135,1
Catalogne	(Esp)	203 040	29 000	122,8
Hesse	(All)	202 978	33 400	141,2
Basse Saxe	(All)	193 063	24 200	102,3
Communauté de Madrid	(Esp)	192 022	32 100	135,7
Rhône-Alpes	(Fr)	158 378	28 300	111,2
Latium	(It)	157 198	29 100	123,2
Andalousie	(Esp)	149 879	19 100	80,8
Ecosse	(GB)	140 146	27 400	115,9
Vénétie	(It)	136 546	28 700	121,5
Emilie- Romagne	(It)	125 779	29 900	126,6
Attique	(Gr)	122 544	30 500	129,1
Irlande (Sud et Est)	(Irl) ^(s)	120 261	38 600	163,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	(Fr)	119 038	24 700	104,6
Piemont	(It)	117 058	26 900	114,0

(s) estimation Eurostat

Source : Eurostat

9-1b Le contexte européen

DÉFINITIONS

► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

► Dépenses totales des administrations publiques - (% du PIB)

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC95 § 8.99 en référence à une liste de catégories: consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

► Formation brute de capital fixe des administrations publiques - (% du PIB)

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (SEC95 code P.51) est égale au solde des acquisitions des producteurs résidents moins les cessions d'actifs fixes au cours d'une période donnée, augmenté de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives publiques ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels résultant de processus de production qui sont eux-mêmes utilisés de manière répétée ou continue dans des processus de production pendant plus d'un an comme par exemple les immeubles, les machines et équipement, les véhicules, ou encore les logiciels. Cela comprend aussi certaines augmentations de la valeur des actifs non produits réalisés par l'activité productive, telles que des améliorations apportées aux sols.

► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques (% du PIB)

La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change du marché en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

PRÉSENTATION

La France se caractérise par le haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son PIB. Avec plus de 52 % elle se situe à des niveaux proches de ceux du la Suède et du Danemark, nettement au-dessus de la moyenne européenne de 46 %. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (24 % du PIB) : hors celles-ci la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11 % du produit intérieur brut (PIB) en 2007. C'est un taux proche de la moyenne européenne mais inférieur à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : cette proportion de dépenses locales et des entités fédérées est de 13 % du PIB au Royaume-Uni, de 15 % en Italie pour monter jusqu'à près de 20 % en Allemagne et 21 % en Espagne.

Ces dernières années, un mouvement général de décentralisation dans les pays de l'Union européenne a entraîné une croissance rapide du poids des dépenses des collectivités territoriales dans la dépense publique d'ensemble. La dépense locale est majoritaire dans la dépense publique au Danemark (63 %) et en Espagne (55 %), elle dépasse 40 % en Suède (46 %) et en Allemagne (44 %) et reste encore autour de 30 % au Royaume-Uni, en Pologne ou en Italie alors qu'elle n'est que de 21 % en France, la moyenne européenne ressortant à 34 %.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://epp.eurostat.ec.europa.eu> thème « Économie et Finances », rubrique « Statistiques financières du secteur des administrations publiques ».

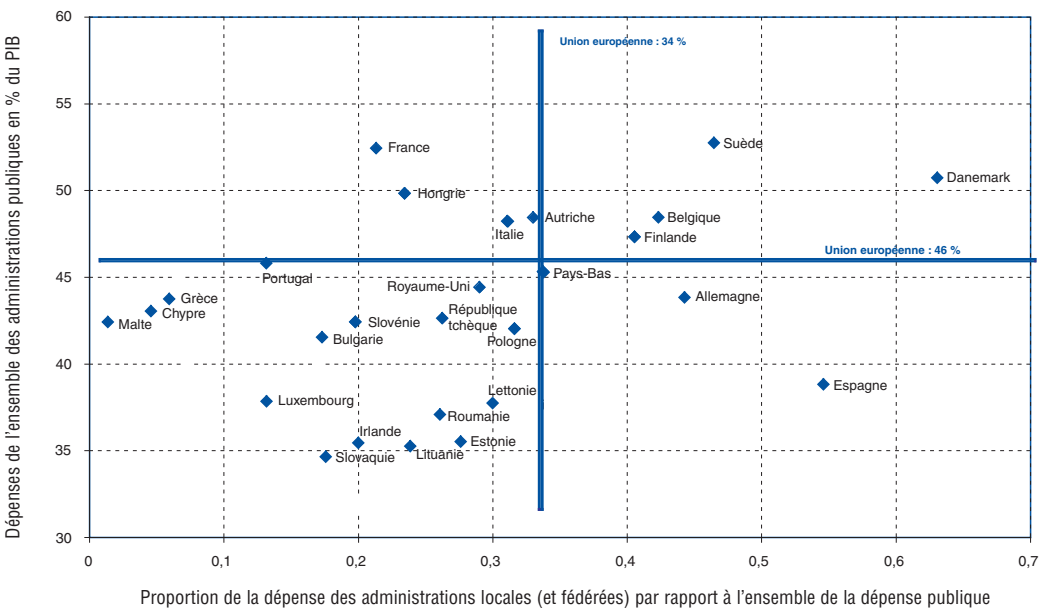
Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC95).

Données des finances publiques (2007) – Dépenses des administrations publiques (en % du PIB)

	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'Etats fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes publiques des administrations publiques
Allemagne	43,8	13,8	12,2	7,2	19,3	1,5	65,1
Autriche	48,4	26,1	8,6	7,4	16,6	1,0	59,5
Belgique	48,4	27,7	13,8	6,7	18,7	1,6	83,9
Bulgarie	41,5	29,7	–	7,2	12,7	4,8	18,2
Chypre	43,0	37,2	–	2,0	6,1	3,0	59,5
Danemark	50,7	35,5	–	32,0	3,0	1,7	26,2
Espagne	38,8	15,0	14,8	6,4	11,5	3,8	36,2
Estonie	35,5	26,3	–	9,8	4,4	5,4	3,5
Finlande	47,3	23,6	–	19,2	14,6	2,6	35,1
France	52,4	21,7	–	11,2	24,3	3,3	63,9
Grèce	43,7 ^(p)	32,1 ^(p)	–	2,6 ^(p)	17,2 ^(p)	3,0 ^(p)	94,8
Hongrie	49,8	32,5	–	11,7	15,7	3,6	65,8
Irlande	35,4	28,9	–	7,1	3,8	4,1	24,8
Italie	48,2	27,4	–	15,0	17,6	2,4	104,1
Lettonie	37,7	23,0	–	11,3	6,8	5,7	9,5
Lituanie	35,2	20,8	–	8,4	12,1	5,2	17,0
Luxembourg	37,8	26,8	–	5,0	16,2	3,7	7,0
Malte	42,4	42,2	–	0,6	–	4,0	62,2
Pays-Bas	45,3	26,7	–	15,3	16,5	3,3	45,7
Pologne	42,0	24,2	–	13,3	15,7	4,1	44,9
Portugal	45,8	30,5	–	6,1	15,9	2,3	63,6
République tchèque	42,6	30,1	–	11,2	5,3	4,7	28,9
Roumanie	37,3	21,5	–	9,8	9,2	5,7	12,9
Royaume-Uni	44,4	40,6	–	12,9	–	1,8	44,2
Slovaquie	34,6	19,1	–	6,1	12,4	1,9	29,4
Slovénie	42,4	26,1	–	8,4	16,7	3,7	23,4
Suède	52,7	28,2	–	24,5	6,2	3,1	40,4
Union européenne (à 27)	45,8	25,1	4,2	11,3	14,2	2,5	58,7

(–) non applicable (p) valeur provisoire

Source : Eurostat



9-2a Le contexte régional : caractéristiques physiques, démographiques et économiques

DÉFINITIONS

► Populations légales :

Le terme générique de « populations légales » regroupe pour chaque commune sa population municipale, sa population comptée à part et sa population totale qui est la somme des deux précédentes. [cf chapitre 2 pour les définitions]

Désormais, les populations légales sont actualisées et authentifiées par un décret chaque année.

► Année de référence :

À partir de 2008, la nouvelle méthode de recensement basée sur des enquêtes de recensement annuelles permet de calculer chaque année des populations légales actualisées. Ainsi, fin 2008 ont été publiées les populations légales qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Ces populations légales sont millésimées 2006 car elles sont calculées à partir des informations collectées lors des enquêtes de recensement de 2004 à 2008 et ramenées à une même date : celle du milieu de la période, il s'agit de l'année de référence. L'égalité de traitement entre les communes est ainsi assurée.

PRÉSENTATION

Les régions françaises sont hétérogènes en termes de taille démographique ; de 731 000 habitants dans le Limousin à 6 021 000 habitants dans la région Rhône-Alpes en excluant les régions d'outre-mer, la Corse et l'Île de France. Le nombre de structures – communes ou départements – est lui aussi très variable, par exemple le nombre de départements varie de 2 à 8. La Franche-Comté regroupe 1 151 000 habitants sur 4 départements et 1 785 communes, il s'agit de la région au découpage administratif le plus fin. La région Provence-Alpes Côte d'Azur regroupe plus de 4 815 000 habitants dans 6 départements et 963 communes.

Par ailleurs les régions françaises sont soumises à des dynamiques démographiques propres. Entre 1999 et 2006, la population française a cru en moyenne chaque année de 0,7 %. Toutes les régions ont gagné de la population, mais dans des proportions très variables. Ainsi de nombreuses régions situées dans la moitié nord de la France ont connu des évolutions modestes. À l'inverse les régions du sud ou du littoral atlantique sont en plus forte croissance démographique. Dans les départements d'outre-mer, la croissance de population est particulièrement soutenue en Guyane.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

De nombreux indicateurs régionaux sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Le contexte régional : caractéristiques physiques, démographiques et économiques

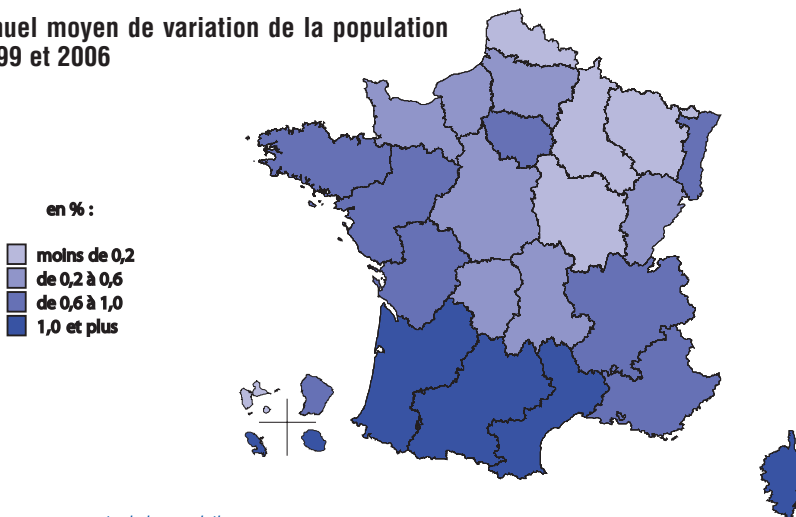
	Population ⁽¹⁾	Taux annuel moyen de variation de la population entre 1999-2006 (en %)	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes	Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %)	Nombre de départements
Alsace	1 815 493	0,7	8 280	219	904	42,6	2
Aquitaine	3 119 778	1,0	41 308	76	2 296	39,5	5
Auvergne	1 335 938	0,3	26 013	51	1 310	30,8	4
Bourgogne	1 628 837	0,2	31 582	52	2 046	28,4	4
Bretagne	3 094 534	0,9	27 208	114	1 270	31,6	4
Centre	2 519 567	0,5	39 151	64	1 842	36,0	6
Champagne-Ardenne	1 338 850	0,0	25 606	52	1 949	38,4	4
Corse	294 118	1,8	8 680	34	360	36,5	2
Franche-Comté	1 150 624	0,4	16 202	71	1 785	27,9	4
Languedoc-Roussillon	2 534 144	1,4	27 376	93	1 545	39,7	5
Limousin	730 920	0,4	16 942	43	747	33,9	3
Lorraine	2 335 749	0,2	23 547	99	2 339	30,9	4
Midi-Pyrénées	2 776 822	1,2	45 348	61	3 020	37,9	8
Nord-Pas-de-Calais	4 018 644	0,1	12 414	324	1 547	49,3	2
Basse-Normandie	1 456 793	0,3	17 589	83	1 812	25,5	3
Haute-Normandie	1 811 055	0,2	12 317	147	1 420	40,3	2
Pays de la Loire	3 450 413	1,0	32 082	108	1 502	38,9	5
Picardie	1 894 355	0,3	19 399	98	2 291	31,0	3
Poitou-Charentes	1 724 123	0,7	25 810	67	1 462	25,5	4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 815 232	1,0	31 400	153	963	71,6	6
Rhône-Alpes	6 021 346	0,9	43 698	138	2 879	42,9	8
Métropole sauf Île-de-France	49 867 335	0,7	531 953	94	35 289	40,5	88
Île-de-France	11 532 398	0,7	12 012	960	1 281	83,8	8
Métropole	61 399 733	0,7	543 965	113	36 570	48,7	96
Guadeloupe	400 736	0,5	1 780	225	32	76,6	1
Guyane	397 732	4,0	90 000	4	34	75,1	1
Martinique	205 954	0,6	1 100	187	22	76,6	1
Réunion	781 962	1,5	2 510	312	24	93,5	1
Outre-Mer	1 786 384	1,3	95 390	19	112	83,7	4
France	63 186 117	0,7	639 355	99	36 682	49,6	100

(1) population municipale légale en 2009 (année de référence 2006)

* les taux de chômage des départements d'Outre-Mer sont datés de juin 2007 et ne sont pas inclus dans le total France entière

Source: Insee

Taux annuel moyen de variation de la population entre 1999 et 2006



Source : Insee, recensements de la population

9-2b Le contexte régional : caractéristiques physiques, démographiques et économiques

DÉFINITIONS

► PIB

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents **secteurs institutionnels** ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les **subventions** sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

– le PIB peut également être calculé comme la somme des emplois finals intérieurs de **biens** et de **services** (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations.

► Le recensement est désormais réalisé en continu à l'aide d'enquêtes annuelles de recensement.

Les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées une fois tous les cinq ans par roulement. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, un échantillon de la population est recensé chaque année. La collecte annuelle porte sur un échantillon d'adresses tirées au hasard et représentant environ 8 % de la population. Au bout de 5 ans, l'ensemble du territoire de chaque commune est pris en compte, et 40 % environ des habitants de ces communes sont recensés. Les statistiques élaborées à partir des enquêtes de recensement sont représentatives de l'ensemble de la population.

Différentes estimations sont réalisées chaque année à partir des 5 dernières enquêtes réalisées disponibles. La date de référence de ces estimations correspond à la date médiane du cycle. Ainsi, pour les premières estimations réalisées sur seulement 4 années (2004 à 2007), la **date de référence** est le 1^{er} juillet 2005.

► Exploitations principale et secondaire :

Le recensement fait l'objet de deux exploitations : la première, dite principale, exploite les informations contenues sur tous les bulletins d'enquête, la seconde, dite complémentaire nécessite un retraitement de l'information plus lourd. Il faut par exemple coder les professions déclarées en conformité avec la nomenclature en vigueur pour les catégories socioprofessionnelles, de même pour l'activité des employeurs déclarés. Cette exploitation complémentaire est réalisée sur un échantillon des bulletins d'enquête.

PRÉSENTATION

En France, environ une personne sur 4 a moins de 20 ans, et une sur 5 a plus de 60 ans. Cette moyenne est le fait de situations très différentes selon les territoires. Ainsi les populations des régions d'outre-mer sont beaucoup plus jeunes : près de 35 % des habitants ont moins de 20 ans. À l'inverse les populations des régions comme le Limousin ou l'Auvergne sont plus âgées. Enfin, l'Île-de-France se distingue très sensiblement des autres régions avec un poids élevé des jeunes générations et une faible proportion de personnes de plus de 60 ans. Cette structure particulière est le résultat combiné de l'attrait de la région capitale sur les populations étudiantes et actives, et de nombreux départs, essentiellement vers le sud ou vers leur région d'origine, d'un nombre conséquent de jeunes retraités franciliens.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

De nombreux indicateurs régionaux sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Le contexte régional: caractéristiques physique, démographique et économique

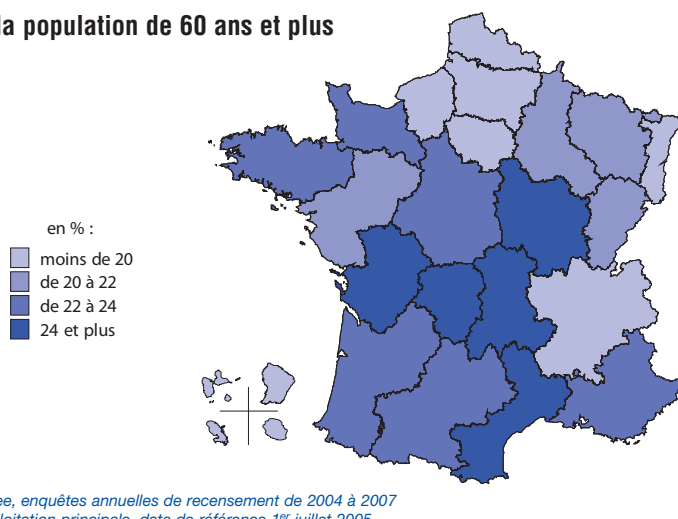
	Part de la population de moins de 20 ans (en %) ⁽²⁾	Part de la population de 60 ans et plus (en %) ⁽²⁾	Taux d'activité des 15-64 ans ⁽²⁾ (en %)	Taux de chômage au 31/12/2007 (en %)	PIB 2007 (en millions d'euros)	PIB 2007 (en €/hab.)	PIB 2007 (en € par emplois)
Alsace	25,3	18,6	74,1	6,6	49 824	27 241	67 886
Aquitaine	22,9	23,8	71,9	7,3	85 861	27 493	70 233
Auvergne	22,0	24,6	71,9	6,7	33 069	24 734	62 529
Bourgogne	23,4	24,2	72,6	6,4	42 422	26 090	64 667
Bretagne	24,8	22,5	71,8	6,3	81 952	26 411	65 747
Centre	24,5	22,6	73,6	6,3	66 339	26 377	66 320
Champagne-Ardenne	25,2	20,7	71,7	7,9	36 648	27 411	69 208
Corse	21,4	25,6	65,7	8,0	7 039	25 050	65 080
Franche-Comté	25,2	21,0	72,9	6,9	28 469	24 734	63 104
Languedoc-Roussillon	23,8	24,2	67,9	10,7	60 250	23 646	67 382
Limousin	20,4	27,8	71,5	6,0	17 840	24 539	61 888
Lorraine	24,9	20,3	70,9	7,7	56 397	24 070	67 111
Midi-Pyrénées	23,0	23,4	72,4	7,5	76 610	27 538	68 292
Nord-Pas-de-Calais	27,9	17,9	67,6	10,6	96 505	23 840	65 991
Basse-Normandie	25,1	22,5	72,3	6,8	35 681	24 557	61 893
Haute-Normandie	26,6	19,3	72,0	7,9	49 365	27 198	69 520
Pays de la Loire	26,0	20,5	73,9	6,1	94 160	27 253	65 472
Picardie	27,0	18,5	71,7	8,5	44 664	23 632	66 586
Poitou-Charentes	22,9	25,0	72,0	7,0	43 220	25 099	64 399
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,9	23,9	69,3	9,2	137 085	28 453	74 109
Rhône-Alpes	25,9	19,8	73,2	6,6	182 681	30 155	72 894
Métropole sauf Île-de-France	24,8	21,7	71,5	7,6	1 326 080	26 542	67 982
Île-de-France	26,2	16,1	75,4	6,9	533 564	46 088	96 285
Métropole	25,1	20,7	72,3	7,5	1 859 644	30 219	74 243
Guadeloupe*	31,4	15,4	68,5	22,7	nd	nd	nd
Guyane*	46,2	5,5	61,0	20,6	nd	nd	nd
Martinique*	29,3	17,6	68,1	21,2	nd	nd	nd
Réunion*	35,6	11,0	64,1	24,2	nd	nd	nd
Outre-Mer	34,4	12,9	65,7		31 800	17 152	58 327
France	25,4	20,4	72,1	-	1 892 241	29 850	73 935

(2) Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007 exploitation principale, date de référence 1^{er} juillet 2005

* les taux de chômage des départements d'Outre-Mer sont datés de juin 2007 et ne sont pas inclus dans le total France entière

Source: Insee

Part de la population de 60 ans et plus



Source : Insee, enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007 exploitation principale, date de référence 1^{er} juillet 2005

9-3a Le contexte départemental : caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Total	Nombre de communes Rurales (hors unités urbaines Insee)	Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %)
01 Ain	566 740	5 762	98,4	419	334	15,5
02 Aisne	537 061	7 369	72,9	816	734	30,5
03 Allier	343 309	7 340	46,8	320	281	32,8
04 Alpes-de-Haute-Pce	154 501	6 925	22,3	200	184	25,3
05 Hautes-Alpes	130 752	5 631	23,2	177	167	37,4
06 Alpes-Maritimes	1 073 184	4 299	249,7	163	101	79,7
07 Ardèche	306 238	5 529	55,4	339	295	16,4
08 Ardennes	285 653	5 236	54,6	463	423	25,2
09 Ariège	146 289	4 890	29,9	332	307	10,1
10 Aube	299 704	6 004	49,9	433	400	37,0
11 Aude	341 022	6 139	55,6	438	411	32,0
12 Aveyron	273 377	8 735	31,3	304	282	25,1
13 Bouches-du-Rhône	1 937 405	5 088	380,8	119	28	81,0
14 Calvados	671 351	5 548	121,0	706	621	30,4
15 Cantal	149 682	5 726	26,1	260	251	19,7
16 Charente	347 037	5 956	58,3	404	373	20,7
17 Charente-Maritime	598 915	6 864	87,3	472	425	24,7
18 Cher	314 675	7 235	43,5	290	268	35,2
19 Corrèze	240 363	5 857	41,0	286	269	31,6
2A Corse-du-Sud	135 718	4 014	33,8	124	119	47,0
2B Haute-Corse	158 400	4 666	34,0	236	218	27,5
21 Côte-d'Or	517 168	8 763	59,0	707	662	38,7
22 Côtes-d'Armor	570 861	6 878	83,0	373	307	19,7
23 Creuse	123 401	5 565	22,2	260	254	11,2
24 Dordogne	404 052	9 060	44,6	557	498	14,2
25 Doubs	516 157	5 234	98,6	594	533	36,5
26 Drôme	468 608	6 530	71,8	369	322	34,8
27 Eure	567 221	6 042	93,9	675	584	22,8
28 Eure-et-Loir	421 114	5 880	71,6	403	345	32,4
29 Finistère	883 001	6 733	131,1	283	201	38,0
30 Gard	683 169	5 853	116,7	353	267	37,2
31 Haute-Garonne	1 186 330	6 309	188,0	588	478	54,8
32 Gers	181 375	6 257	29,0	463	451	11,9
33 Gironde	1 393 758	10 000	139,4	542	408	53,7
34 Hérault	1 001 041	6 101	164,1	343	257	48,2
35 Ille-et-Vilaine	945 851	6 779	139,5	353	292	35,6
36 Indre	232 959	6 791	34,3	247	225	26,4
37 Indre-et-Loire	580 312	6 127	94,7	277	213	43,5
38 Isère	1 169 491	7 505	155,8	533	385	36,4
39 Jura	257 399	4 999	51,5	544	511	21,1
40 Landes	362 827	9 243	39,3	331	291	23,8
41 Loir-et-Cher	325 182	6 343	51,3	291	253	25,6
42 Loire	741 269	4 781	155,0	327	250	46,6
43 Haute-Loire	219 484	4 977	44,1	260	229	8,8
44 Loire-Atlantique	1 234 085	6 817	181,0	221	151	53,8
45 Loiret	645 325	6 775	95,2	334	265	40,6
46 Lot	169 531	5 217	32,5	340	322	11,8
47 Lot-et-Garonne	322 292	5 361	60,1	319	267	23,1
48 Lozère	76 800	5 167	14,9	185	179	16,1
49 Maine-et-Loire	766 659	7 166	107,0	363	296	35,4

(1) population municipale légale en 2009 (année de référence 2006)

Source : Insee

CHAPITRE 9-3

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	492 563	5 938	83,0	601	551	21,9
51 Marne	565 841	8 162	69,3	620	577	49,4
52 Haute-Marne	187 652	6 211	30,2	433	409	27,4
53 Mayenne	299 000	5 175	57,8	261	240	25,4
54 Meurthe-et-Moselle	725 302	5 246	138,3	594	499	33,4
55 Meuse	193 696	6 212	31,2	500	472	18,3
56 Morbihan	694 821	6 823	101,8	261	205	27,8
57 Moselle	1 036 776	6 217	166,7	730	586	37,5
58 Nièvre	222 220	6 817	32,6	312	290	22,4
59 Nord	2 565 257	5 744	446,6	652	342	56,4
60 Oise	792 975	5 860	135,3	693	573	32,0
61 Orne	292 879	6 103	48,0	505	475	20,3
62 Pas-de-Calais	1 453 387	6 671	217,9	895	651	36,6
63 Puy-de-Dôme	623 463	7 970	78,2	470	415	40,2
64 Pyrénées-Atlantiques	636 849	7 647	83,3	547	432	41,9
65 Hautes-Pyrénées	227 736	4 464	51,0	474	437	26,7
66 Pyrénées-Orientales	432 112	4 116	105,0	226	172	34,3
67 Bas-Rhin	1 079 016	4 755	226,9	527	408	44,2
68 Haut-Rhin	736 477	3 525	208,9	377	254	40,3
69 Rhône	1 669 655	3 249	513,9	293	158	68,3
70 Haute-Saône	235 867	5 360	44,0	545	509	11,3
71 Saône-et-Loire	549 361	8 575	64,1	573	510	25,3
72 Sarthe	553 484	6 206	89,2	375	317	33,1
73 Savoie	403 090	6 028	66,9	305	226	28,4
74 Haute-Savoie	696 255	4 417	157,6	294	200	36,7
75 Paris	2 181 371	105	20 696,1	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 243 834	6 280	198,1	745	631	48,3
77 Seine-et-Marne	1 273 488	5 915	215,3	514	362	48,6
78 Yvelines	1 395 804	2 284	611,0	262	134	69,5
79 Deux-Sèvres	359 711	6 032	59,6	305	274	27,0
80 Somme	564 319	6 170	91,5	782	701	30,2
81 Tarn	365 335	5 758	63,4	323	281	37,4
82 Tarn-et-Garonne	226 849	3 718	61,0	195	174	34,8
83 Var	985 099	5 973	164,9	153	83	65,0
84 Vaucluse	534 291	3 567	149,8	151	103	55,1
85 Vendée	597 185	6 722	88,8	282	234	24,9
86 Vienne	418 460	6 991	59,9	281	251	29,4
87 Haute-Vienne	367 156	5 520	66,5	201	184	43,1
88 Vosges	379 975	5 874	64,7	515	424	14,6
89 Yonne	340 088	7 428	45,8	454	424	21,7
90 Territoire de Belfort	141 201	610	231,7	102	71	36,0
91 Essonne	1 198 273	1 805	664,0	196	83	64,7
92 Hauts-de-Seine	1 536 100	176	8 746,7	36	0	99,3
93 Seine-Saint-Denis	1 491 970	236	6 316,6	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 298 340	245	5 297,6	47	0	96,2
95 Val-d'Oise	1 157 052	1 246	928,6	185	95	75,5
971 Guadeloupe	400 736	1 628	246,1	32	4	76,6
972 Martinique	397 732	1 128	352,6	34	12	75,1
973 Guyane	205 954	83 534	2,5	22	15	76,6
974 La Réunion	781 962	2 504	312,3	24	2	93,5
Métropole sauf Paris	59 218 362	544 106	96,4	36 568	34 397	46,8
Métropole	61 399 733	544 212	79,7	36 569	34 397	48,7
Outre-Mer	1 786 384	88 794	20,1	112	50	83,7
France	63 186 117	633 006	99,8	36 681	34 447	49,6

(1) population municipale légale en 2009 (année de référence 2006) – * les taux de chômage des départements d'Outre-Mer sont datés de juin 2007

Source : Insee

9-3b Le contexte départemental : caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans ⁽²⁾ (en %)	Part de la population de 75 ans et plus ⁽²⁾ (en %)	Taux de chômage au 31/12/2007 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RMI au 31/12/2007	Voirie départementale en 2007 (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	65,3	6,8	4,9	3 864	4 451	7,9
02 Aisne	64,2	8,0	10,2	8 438	5 490	10,2
03 Allier	61,2	12,3	7,4	5 956	5 209	15,2
04 Alpes-de-Haute-Pce	62,1	9,9	8,6	1 883	2 567	16,6
05 Hautes-Alpes	63,7	9,4	6,7	1 257	1 961	15,0
06 Alpes-Maritimes	62,7	11,5	7,4	14 933	2 617	2,4
07 Ardèche	62,5	10,1	8,3	4 118	3 808	12,4
08 Ardennes	64,0	8,1	10,3	7 155	3 355	11,7
09 Ariège	61,3	11,9	8,7	3 658	2 621	17,9
10 Aube	64,5	8,8	8,1	5 167	4 508	15,0
11 Aude	61,6	11,4	10,0	10 523	4 591	13,5
12 Aveyron	60,2	12,7	4,8	2 187	5 924	21,7
13 Bouches-du-Rhône	65,5	8,2	10,4	57 652	3 063	1,6
14 Calvados	65,5	7,9	7,2	9 161	5 523	8,2
15 Cantal	62,1	12,3	5,0	1 486	4 000	26,7
16 Charente	62,9	10,8	8,0	5 851	5 129	14,8
17 Charente-Maritime	62,1	11,1	8,2	10 468	5 986	10,0
18 Cher	62,7	10,3	7,0	6 170	4 605	14,6
19 Corrèze	61,2	12,9	5,2	1 929	4 762	19,8
2A Corse-du-Sud	64,6	9,3	7,5	2 112	1 999	14,7
2B Haute-Corse	65,1	9,5	8,4	3 445	2 459	15,5
21 Côte-d'Or	66,6	8,3	6,1	5 531	5 866	11,3
22 Côtes-d'Armor	60,7	11,0	6,2	5 552	4 588	8,0
23 Creuse	59,2	14,8	6,5	1 809	4 353	35,3
24 Dordogne	61,0	12,5	7,4	6 105	4 962	12,3
25 Doubs	66,0	7,3	7,1	6 982	3 708	7,2
26 Drôme	63,6	8,7	8,5	7 868	4 228	9,0
27 Eure	65,4	6,9	7,5	7 235	4 423	7,8
28 Eure-et-Loir	64,3	8,2	6,4	4 752	7 496	17,8
29 Finistère	63,3	9,6	6,9	11 391	3 551	4,0
30 Gard	64,1	9,0	11,1	20 963	4 476	6,6
31 Haute-Garonne	68,3	7,1	7,8	21 646	6 663	5,6
32 Gers	60,3	12,7	5,3	1 999	3 551	19,6
33 Gironde	66,6	8,4	7,8	23 785	6 444	4,6
34 Hérault	65,5	8,7	11,3	29 298	5 110	5,1
35 Ille-et-Vilaine	65,7	7,5	5,6	8 469	5 195	5,5
36 Indre	60,9	12,0	6,1	2 427	4 977	21,4
37 Indre-et-Loire	65,0	9,1	6,5	7 210	3 696	6,4
38 Isère	66,3	6,8	6,5	12 709	5 160	4,4
39 Jura	62,7	9,8	5,8	2 074	3 542	13,8
40 Landes	62,3	10,7	6,9	4 622	4 238	11,7
41 Loir-et-Cher	61,8	10,6	6,3	4 287	3 436	10,6
42 Loire	63,5	9,5	7,4	8 899	3 785	5,1
43 Haute-Loire	61,9	10,2	6,3	1 679	3 399	15,5
44 Loire-Atlantique	65,3	7,6	6,5	15 529	4 448	3,6
45 Loiret	64,9	8,2	6,1	7 546	3 631	5,6
46 Lot	60,2	12,6	6,6	2 126	4 026	23,7
47 Lot-et-Garonne	61,2	11,7	7,6	5 283	2 946	9,1
48 Lozère	63,2	10,8	4,1	718	2 289	29,8
49 Maine-et-Loire	64,5	8,3	6,5	9 520	4 933	6,4

(2) Estimation de population au 1^{er} janvier 2006 - Insee

Source : Insee, DARES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans ⁽²⁾ (en %)	Part de la population de 75 ans et plus ⁽²⁾ (en %)	Taux de chômage au 31/12/2007 (en %)	Nombre de bénéficiaires duRMI au 31/12/2007	Voirie départementale en 2007 (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	62,1	10,0	6,4	5 042	7 762	15,8
51 Marne	67,2	7,4	7,0	6 846	4 176	7,4
52 Haute-Marne	63,0	9,8	7,4	2 486	3 861	20,6
53 Mayenne	61,8	9,4	4,5	2 096	3 687	12,3
54 Meurthe-et-Moselle	66,6	7,7	7,4	13 874	3 262	4,5
55 Meuse	63,6	9,0	8,4	3 402	3 527	18,2
56 Morbihan	62,9	9,4	6,7	7 898	4 150	6,0
57 Moselle	66,7	7,0	7,7	14 551	4 270	4,1
58 Nièvre	61,2	12,1	6,9	3 894	4 381	19,7
59 Nord	66,0	6,6	10,7	72 165	5 242	2,0
60 Oise	66,6	5,9	7,1	10 271	4 061	5,1
61 Orne	61,8	10,3	6,7	4 466	5 811	19,8
62 Pas-de-Calais	64,8	7,5	10,6	38 775	6 191	4,3
63 Puy-de-Dôme	66,5	8,8	6,9	8 918	7 163	11,5
64 Pyrénées-Atlantiques	63,5	10,2	6,7	9 404	4 408	6,9
65 Hautes-Pyrénées	62,4	11,3	8,2	3 517	2 876	12,6
66 Pyrénées-Orientales	61,5	11,3	10,6	14 194	2 161	5,0
67 Bas-Rhin	67,7	6,6	6,1	15 401	3 654	3,4
68 Haut-Rhin	66,5	7,0	7,4	9 551	2 593	3,5
69 Rhône	66,4	7,2	6,9	24 428	3 154	1,9
70 Haute-Saône	63,8	8,8	6,7	2 525	3 355	14,2
71 Saône-et-Loire	62,2	10,9	6,6	5 747	5 281	9,6
72 Sarthe	63,1	9,2	6,7	7 333	4 298	7,8
73 Savoie	65,7	7,9	5,8	2 724	3 153	7,8
74 Haute-Savoie	66,5	6,4	5,3	4 730	2 950	4,2
75 Paris	70,9	8,3	7,9	54 607	1 604	0,7
76 Seine-Maritime	65,9	7,7	8,2	24 304	6 435	5,2
77 Seine-et-Marne	67,7	4,9	5,6	13 180	4 378	3,4
78 Yvelines	66,8	5,7	5,4	12 165	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	62,0	10,5	5,3	3 159	3 871	10,8
80 Somme	65,6	7,9	9,0	10 051	4 554	8,1
81 Tarn	61,4	11,6	8,7	6 041	4 126	11,3
82 Tarn-et-Garonne	61,8	10,6	8,8	4 133	2 465	10,9
83 Var	62,5	10,2	9,5	18 867	2 916	3,0
84 Vaucluse	64,0	8,4	9,3	11 285	2 353	4,4
85 Vendée	62,4	9,7	5,4	4 321	4 583	7,7
86 Vienne	65,4	9,3	6,3	6 994	4 656	11,1
87 Haute-Vienne	64,2	11,1	6,6	5 227	3 980	10,8
88 Vosges	63,7	9,1	8,3	5 665	3 214	8,5
89 Yonne	62,8	9,9	6,7	4 416	4 830	14,2
90 Territoire de Belfort	66,0	7,3	8,4	2 690	536	3,8
91 Essonne	67,0	5,4	5,2	13 784	1 377	1,1
92 Hauts-de-Seine	66,9	7,1	6,3	22 444	398	0,3
93 Seine-Saint-Denis	66,6	5,3	9,8	51 119	342	0,2
94 Val-de-Marne	66,8	6,7	6,8	26 382	427	0,3
95 Val-d'Oise	67,6	5,0	7,4	17 551	1 182	1,0
971 Guadeloupe *	64,6	5,1	22,7	32 052	604	1,5
972 Martinique *	65,1	6,0	21,2	31 592	630	1,6
973 Guyane *	60,3	1,4	20,6	12 178	408	2,0
974 La Réunion *	65,8	3,1	24,2	68 241	720	0,9
Métropole sauf Paris	62,7	7,9	-	973 443	377 377	6,4
Métropole	65,2	8,2	7,5	1 028 050	378 981	6,2
Outre-Mer	64,8	4,0	-	144 063	2 361	1,3
France	65,2	8,1	-	1 172 113	381 343	6,0

(2) Estimation de population au 1^{er} janvier 2006 - Insee

Source : Insee, DARES

